



- $1 + 1 = 2$
 - rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme
 - Le statut nous protège
- etc...

Agents du Trésor et des Impôts, oubliez vos certitudes !

Fusion = Suppression

Suppression des missions

Dans les trésoreries : disparition programmée de nos missions recouvrement, encaissement des chèques, gestion de la mensu, du contentieux, limitation de la gestion des collectivités au simple rôle de prestataire de service,... dans un premier temps ... ! régionalisation du recouvrement des amendes, externalisation des missions Domaines,...

Suppression des structures

Réduction des missions comme peau de chagrin, industrialisation, regroupement des services (notamment en TG avec les directions locales uniques) et ce n'est pas le rôle de front-office des trésoreries en matière d'assiette qui compensera les pertes ! Le ministre a été clair : l'évolution du réseau se poursuivra ! C'est à dire la suppression des trésoreries vidées de leur substance. Nous compterons le nombre de Trésoreries dans les hautes Pyrénées après la fusion effective ! Et on découvrira que la proximité est une valeur à dimension très variable.

Suppression des emplois

Le ministre a également été clair : la fusion s'inscrit dans la politique de réduction de l'emploi public. Elle n'en est en fait qu'un outil !

Suppression des statuts

Parmi (...) les projets de révision du statut général de la Fonction Publique, l'article 7 prévoit la création d'une nouvelle situation statutaire : la mise en disponibilité d'office dans laquelle serait placé le fonctionnaire « privé d'affectation par suite d'une suppression ou d'une modification substantielle de son emploi ». C'est l'introduction du licenciement des fonctionnaires sous une forme à peine déguisée. En parallèle, le même projet de loi prévoit la possibilité de recourir aux sociétés d'Interim pour faire notre travail !

La fusion n'est qu'un outil dédié à la disparition de nos emplois !

La fusion DGI-DGCP n'est qu'un élément lié à la stratégie de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) dont le principal objectif est de réduire de façon drastique le champ d'intervention de l'Etat.

Livrer au privé les missions exercées par les fonctions publiques d'Etat, Hospitalières et Territoriales, tel est le véritable sens de cette Révision/Destruction.

Qui peut croire aujourd'hui à un avenir radieux dans les annonces ministérielles ?

Qui peut croire aujourd'hui que le service aux usagers va être amélioré ?

Qui peut croire aujourd'hui qu'au terme de la fusion, il travaillera encore dans sa commune actuelle ?

Les quelques cadeaux, dont tous ne profiteront pas, ne pourront cacher longtemps la réalité :

La fusion sera désastreuse en matière d'emploi et de service rendu à la population.

Les zones rurales, les populations les plus fragiles, seront les premières touchées.

Demain, ce sont **nos** emplois, c'est à dire **nous mêmes**, qui en subiront les conséquences concrètes !

Rien n'est acquis définitivement, mais rien n'est clos dans la lutte !

Avec les 2 premières organisations syndicales du Ministère : la CGT (SNADGI-CGT et SNT-CGT) et la FDSU (SNUI et SUD Trésor)

Au Trésor, aux Impôts, plutôt que la fusion : l'unité !

**Tous en grève le
jeudi 27 mars !**